

Léo ELISABETH  
Cécile BERTIN-ELISABETH

LE GRAND LIVRE DE  
**MA COMMUNE,  
MON HISTOIRE**

Volume I: Le Sud de la Martinique

CANOPÉ  
EDITIONS

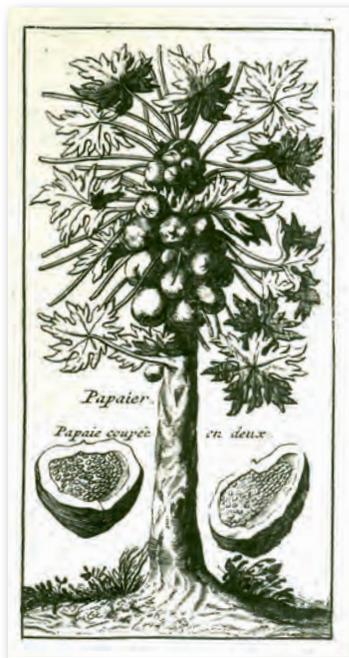
ORPHIE



# TABLE DES MATIÈRES



Carte d'Emmanuel Bowen (détail), 1759, n° d'inv. 1992.3.84 détail, coll. MHE-CTM



Nouveau voyage aux Isles d'Amérique, Père Labat (1762), coll. MHE-CTM

Avant-propos.....	p. 9
Des paroisses aux communes .....	p. 11
Les pionniers de l'histoire des Antilles françaises .....	p. 15
Mythes et fantaisies pseudo-historiques .....	p. 30
Signification des icônes.....	p. 36
 Les Anses d'Arlets.....	p. 38
 Le Diamant.....	p. 52
 Ducos .....	p. 72
 Le François.....	p. 80
 Le Marin.....	p. 94
 Rivière-Pilote.....	p. 106
 Rivière-Salée .....	p. 116
 Saint-Esprit.....	p. 132
 Sainte-Anne .....	p. 146
 Sainte-Luce.....	p. 158
 Les Trois-Îlets .....	p. 170
 Le Vauclin .....	p. 186
Lexique 1: Noms propres .....	p. 197
Lexique 2: Noms communs .....	p. 205



Carte The island of Martinico - n° d'inv. 1990.19.11, coll. MHE-CTM



# AVANT-PROPOS

Ma commune, mon histoire...

Ma commune, mon histoire, mon identité, aurions-nous pu ajouter. Car connaître son histoire, n'est-ce pas mieux se connaître soi-même ? Toute identité est en somme le résultat d'histoire(s)<sup>1</sup>: celle de notre famille, celle de nos voisins, celle de nos contemporains en général, celle de nos communes... mais toujours avec un dénominateur commun : celui de divers éléments en partage. Car « commune », vient du latin – *cum*, qui signifie « avec » et a donné *communis*: communauté; *communia*, en latin vulgaire, étant une « communauté de gens ».

Mon histoire est donc commune, du moins pour une part, avec ceux qui m'entourent. Alors, raison de plus de s'intéresser à notre histoire commune, mais aussi à celle de chaque commune, pour souligner son originalité :

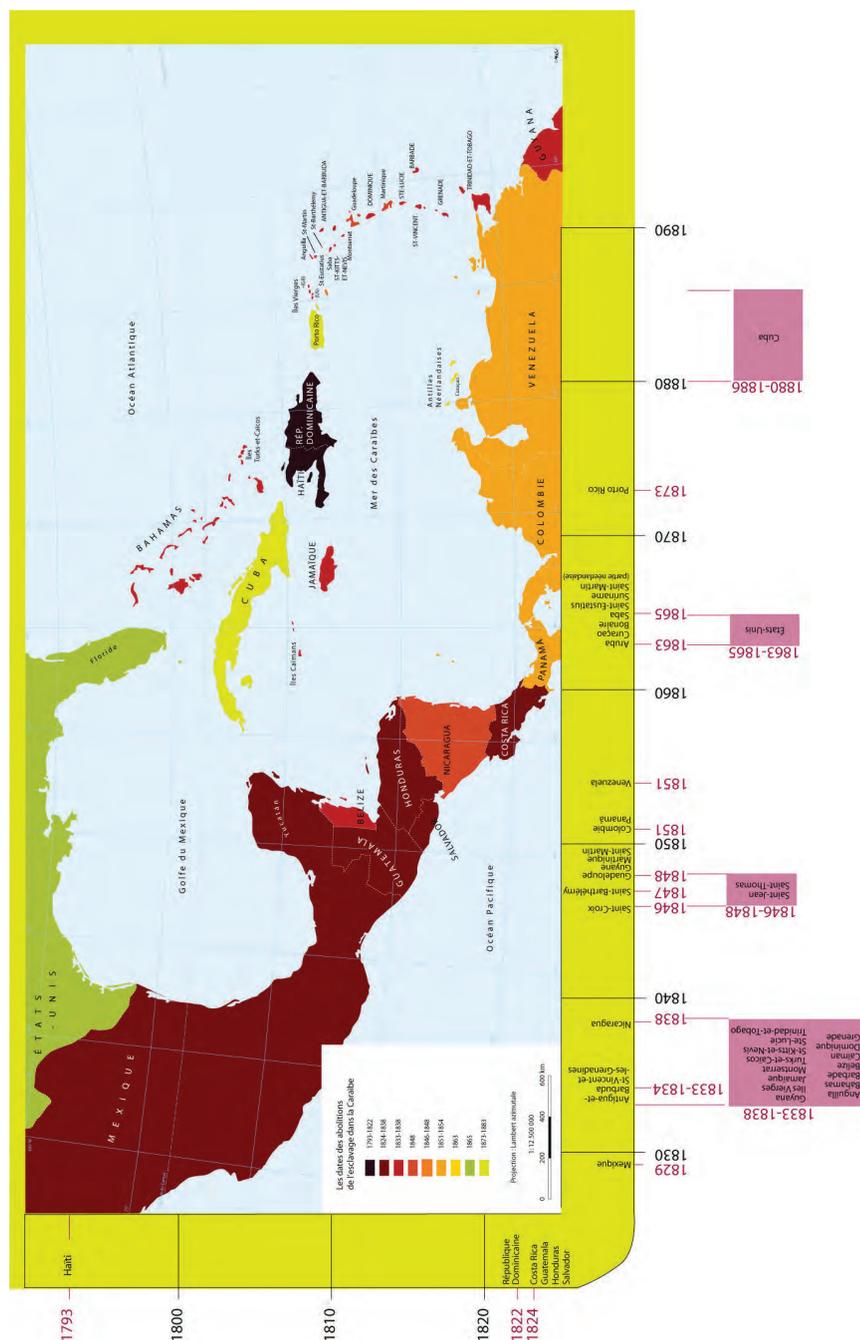
Mon histoire + ton histoire + son histoire + leur(s) histoire(s)... = l'Histoire de la Martinique

Rappelons que le sens du mot « histoire » a évolué au cours du temps ; les méthodes historiques aussi. Marc Bloch qui rénove à partir de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle la façon de penser l'histoire avec l'*École des Annales* affirme alors : « L'ignorance du passé ne se borne pas à nuire à la compréhension du présent ; elle compromet dans le présent, l'action même ». Longtemps histoire des rois et des chefs, limitée à certaines dates de grandes batailles, l'histoire est désormais aussi celle des mentalités, de la vie quotidienne des plus humbles, de ceux qui ont été marginalisés et dominés, mais qui ont laissé des traces qu'il convient d'honorer.

Autrement dit, en prenant quelque peu à rebours une célèbre phrase d'Alexis de Tocqueville<sup>2</sup>, nous dirons que la connaissance du passé éclaire l'avenir, tout comme elle éclaire le présent. Ainsi le passé permet de comprendre le présent. Ce travail de remémoration et de récollection, d'autant plus important dans un territoire comme le nôtre de tradition orale pour beaucoup et où l'histoire officielle s'est peu attardée à construire une histoire interethnique au même niveau de reconnaissance, n'est pas une simple juxtaposition d'événements et de dates, mais bien plutôt un tressage de sources officielles et de traces discontinues, un « liage » (*liana*) d'anecdotes qui réenchangent les prénoms de ceux qui n'avaient pas encore de patronymes, ainsi que tous les héros quotidiens restés dans l'oubli. À partir de cet apparent brouillage, chaos magmatique d'éléments tirés de divers « culs-de-sac... », « case... », « anse... » ou « trous... », s'est forgée une identité du « Tout-monde »<sup>3</sup>...

L'idée est donc d'inviter à feuilleter non pas un livre d'histoire « traditionnel », défendant une idéologie particulière qui se souhaiterait sans troubles, mais que chacun puisse explorer à sa guise, en partant de sa commune d'origine et par là même des origines de sa famille, diverses étapes de la construction de l'identité de femmes et d'hommes d'un passé plus ou moins proche, entre mythes et réalités, entre dates clés et événements inattendus, entre musique et littérature,

1 Voir : *La conscience et la vie* d'Henri Bergson.  
 2 « *Le passé n'éclairant plus l'avenir, le présent marche dans les ténèbres* », Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique II*, Paris, Gallimard (Folio/histoire), 2005, p. 452.  
 3 Édouard Glissant, *Traité du Tout-Monde*, Paris, Gallimard, 1997.



« Les dates des abolitions de l'esclavage dans le Caraïbe », carte réalisée par Yvan Bertin, in : Monique Bégot, Pascual Buléon, Patrice Roth, *Émergences caraïbes Éléments de géographie politique*, AREC, <http://atlas-caraïbe.certic.unicaen.fr/fr/theme-11.html>



## DES PAROISSES AUX COMMUNES

entre Histoire et histoires, et ce, parfois à rebours des idées reçues, pour mieux connaître l'île de la Martinique et son patrimoine à travers ses évolutions, lesquelles ont fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui.

En s'inspirant de *l'Histoire de la Martinique* publiée en 1846 par Sidney Daney, Jules Lucrèce s'est concentré, en 1933, dans son *Histoire de la Martinique* destinée aux Cours supérieurs et complémentaires, sur des événements historiques. Dans la préface de cet ouvrage, Louis Achille\* affirme que Jules Lucrèce « a été frappé par l'ignorance totale où se trouvent les élèves et aussi bien les adultes, des faits les plus importants de notre histoire locale »<sup>4</sup>. Cela a-t-il vraiment changé aujourd'hui ? Quelle que soit l'importance d'un ouvrage et sa valeur, une histoire globale risque toujours de nous éloigner de notre environnement proche. Pour l'histoire des communes, nous ne sommes pas les premiers à tenter l'aventure. Dès 1901, Marc Larcher ouvrait la voie avec son manuel intitulé : *En parcourant la Martinique ou Les vacances de Gérard* : Histoire, Géographie, Leçons de choses, Éducation civique... Sans être à proprement parler un manuel scolaire ou un itinéraire touristique, il s'agit dans *Ma commune, mon histoire* d'inciter le lecteur à aller à la rencontre de notre histoire et il importe alors de conter et de raconter, ne serait-ce que « deux mots, quatre paroles »...

Raconter ou re-conter pour participer à la reconstruction de notre histoire et à la construction de notre identité ; raconter pour passer le flambeau entre les générations, raconter des histoires pour faire émerger l'histoire qui est derrière l'action des femmes et des hommes, quelles que soient leurs origines, mais tous avec la Martinique au centre de leurs préoccupations.

Le choix du cadre des communes vise à faciliter la lecture de cet ouvrage, même si les frontières de ces dernières ou encore leur nom ont changé au cours des cinq siècles que nous parcourons dans cette balade à la découverte de la Martinique. Ce choix de la commune comme lieu de cristallisation de la mémoire vécue, une fois dépassé le temps des « quartiers », des missions itinérantes et des paroisses, ne saurait faire oublier l'existence d'autres regroupements comme l'appartenance à la mer des Caraïbes ou à l'océan atlantique ou encore une distinction entre commune du Nord, du Centre et du Sud. C'est ce dernier découpage qui a fourni le cadre de notre démarche avec pour premier volume de cette série sur les 34 communes actuelles de l'île : la présentation du Sud de la Martinique.

Cet ouvrage s'adresse à tous les publics, d'ici et d'ailleurs, désireux de découvrir autrement, fraternellement, l'histoire pas commune des communes de la Martinique. D'ailleurs, cet ouvrage « commun », n'est-il pas déjà une histoire de famille ?

Au début de la colonisation, la France est une nation qui ne distingue pas entre domaine de l'Église et domaine de l'État. Le territoire métropolitain est découpé en diocèses ayant chacun leur évêque. Les Antilles relèvent alors officiellement du patronage du Portugal et de l'Espagne, mais le Pape institue en 1622 la Congrégation de la Propagation de la Foi qui confie les territoires non encore colonisés à des évêques (vicaires apostoliques) ou des prêtres (préfets apostoliques) qui dépendent directement du Saint-Siège.

À la Martinique, un capucin accompagne la première implantation de colons en 1635. Il s'agit du Père Hyacinthe de Caen qui semble avoir ouvert une chapelle à Saint-Pierre. La Compagnie des Isles d'Amérique fait donc d'abord appel à des capucins, puis à des jésuites et enfin à des dominicains. Certains avantages financiers sont offerts à ces religieux pour les inviter à s'installer à la Martinique. Malgré cela, dans un premier temps, le manque de missionnaires entraîne de fait de multiples déplacements de ces derniers entre les différents quartiers\*. De surcroît, la diversité des ordres religieux dans la colonie induit des différences dans les pratiques religieuses d'une paroisse à l'autre. Quoi qu'il en soit, ces premiers religieux sont aidés par les nouveaux habitants de l'île pour la fondation des paroisses.

De nombreuses mesures sont dès lors prises pour réglementer l'organisation des paroisses tant au niveau matériel qu'au niveau de la fonction curiale<sup>5</sup>. Un marguillier\*, choisi parmi les habitants les plus riches du quartier, est chargé de gérer les biens paroissiaux (la location de bancs, l'entretien de l'église...) et de fournir au curé tout ce qui lui est nécessaire. Le marguillier doit mentionner notamment tous les actes dans un registre de fabrique\*.

En 1664, la Martinique est administrée par la Compagnie des Indes Occidentales. En 1674, l'île est rattachée au Domaine du Roi. Le pouvoir royal réglemente et organise le territoire à partir des paroisses. L'organisation militaire locale en quartiers subsiste, mais s'adapte au nouveau découpage.

Toutefois, comment créer des paroisses sans évêques<sup>6</sup> et sans l'accord du Pape ?

Conformément à une dépêche royale du 3 septembre 1683, en mars 1684, la délimitation des paroisses commence à Saint-Pierre. Les jésuites reçoivent le Fort ; les dominicains le Mouillage. En juin, le gouverneur général Blénac\* et l'intendant Bégon étendent ce travail à l'ensemble de l'île, en accord avec les représentants des capucins, des dominicains et des jésuites. Préférant se concentrer autour de Saint-Pierre et au Cul-de-sac à Vaches (Habitation à Petit-Bourg, qu'ils vendront pour se concentrer à Saint-Pierre et dans les environs), ces derniers abandonnent aux capucins la cure fondée au temps de Pilote à la Rivière Pilote.

<sup>4</sup> Jules Lucrèce, *Histoire de la Martinique – Cours Supérieur et Complémentaire des Écoles Primaires*, Paris-Saint-Amand, Presses Universitaires de France, 1933, préface p. VII-VIII.

<sup>5</sup> Fonction curiale : Qui concerne la fonction de curé.

<sup>6</sup> Voir : Léo Elisabeth, « La création des Évêchés coloniaux », *Annales des Antilles*, Bulletin de la Société d'Histoire de la Martinique, n°34, 2000, p. 7-64.

Les paroisses ainsi créées sont : Anses d'Arlets, Basse Pointe, Carbet, Case Pilote, Cul-de-sac à vaches, Diamant, Fort Royal\*, Grande Anse, Macouba, Marin, Marigot, Mouillage, Prêcheur, Sainte-Luce, Sainte-Marie, Saint-Pierre et Trinité.

Plus tard, cinq autres paroisses seront fondées : François, Lamentin, Rivière Pilote, Robert et Trou-au-Chat.

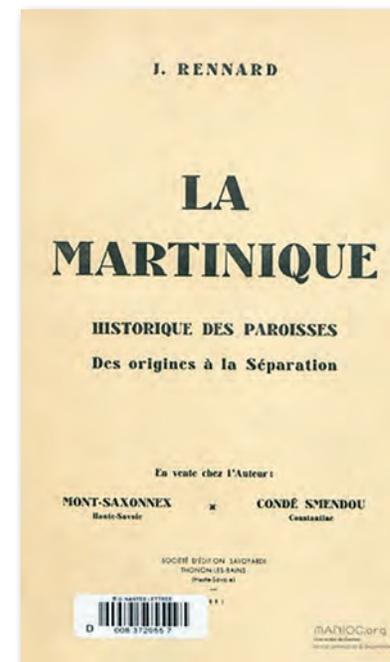
La tenue des registres qui se faisait en double exemplaire (pour le curé et pour le greffe) depuis le *Code Louis* de 1667, est demandée en triple exemplaire à partir de 1777, un troisième registre étant désormais établi pour conservation au Dépôt des papiers publics des colonies créé par l'édit de juin 1776.

Le pouvoir politique central renforce son emprise tout en maintenant longtemps le partage de l'île entre plusieurs ordres religieux afin de mieux asseoir son autorité sur chacun d'eux.

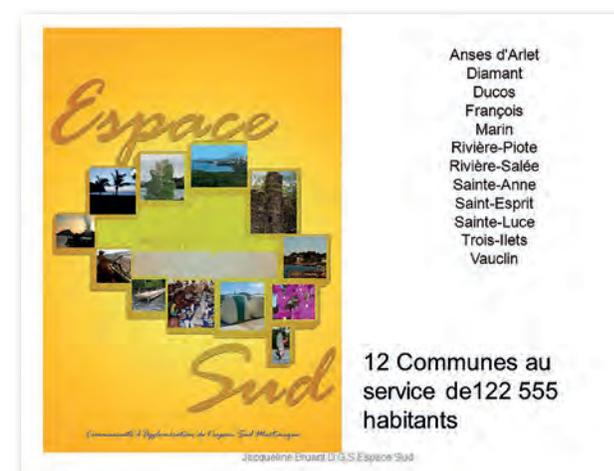
Du fait de l'occupation anglaise (1794-1802), les premières communes, fondées de façon anarchique entre 1789 et 1794, n'ont eu qu'une vie éphémère. Aussi, le décret des 20-25 septembre 1792, qui confie aux municipalités la tenue et la garde des registres d'état civil, ne commence à être vraiment appliqué qu'en 1806 sous le Premier Empire.

Dans ces conditions, la véritable naissance des communes en Martinique date de 1837. Pour réduire les frais (mairie, personnel municipal) et en comptant Saint-Pierre comme une seule paroisse, seulement 22 paroisses sur 26 sont alors devenues des communes. Progressivement, de 1848 à 1950, des paroisses nouvelles s'ajouteront à ces premières communes. De plus, suite à la demande de la Seconde République, le Pape Pie IX fait de la Martinique (ainsi que de la Guadeloupe et de la Guyane) un diocèse en septembre 1850<sup>7</sup>, rattaché à Bordeaux. Et si, même après la Séparation de l'Église et de l'État, par un « droit de regard », le gouvernement n'a jamais cessé de jouer un rôle dans le choix des évêques, ce n'est pas le diocèse, et encore moins la paroisse, qui constituent la structure de base du fonctionnement administratif et de l'organisation du territoire, mais la commune. Le gouvernement n'en conserve pas moins un rôle important dans le choix de l'évêque (et ce jusqu'à aujourd'hui d'ailleurs).

La Martinique est encore de nos jours découpée en communes, à l'instar de l'Hexagone, et compte à l'heure actuelle 34 communes – regroupées pour les communes du sud dans la communauté d'agglomération de l'*Espace Sud* –, rurales ou très urbaines. On retiendra quelques chiffres, à savoir que Les Anses d'Arlets comptent environ 4 000 habitants, ce qui en fait la commune du sud la moins peuplée, alors que Le François se distingue en tant que commune du sud la plus peuplée, avec plus de 18 000 habitants. Entre 23,46 km<sup>2</sup> pour le Saint-Esprit contre 53,93 km<sup>2</sup> pour Le François, la superficie des communes du sud est aussi très variée. L'Histoire, entre ressemblances et différences, les réunit toutefois.



La Martinique – Historique des paroisses, des origines à la séparation de J. Rennard (Couverture)



Plaquette

« Au nord du pays, le feu de la montagne Pelée tourbillonner dans son secret de volcan et les laves toucher de loin l'eau douce et l'eau salée tour à tour, et cette eau coulait sous la terre de Martinique pour remonter dans la mangrove du Lamentin, à la rencontre d'une autre eau qui descendait souterrainement depuis la montagne du Vauclin au sud... Et toute cette trame refluit par moments vers les plages du sud du pays, au Diamant ou à la Petite Anse et s'il se trouve elle courait sous la mer, par le Canal de Sainte-Lucie au sud et le Canal de la Dominique au nord »

Édouard Glissant, *Traité du Tout-Monde*

<sup>7</sup> L'évêché de la Martinique est érigé en archevêché environ un siècle plus tard : en 1967.



## LES PIONNIERS DE L'HISTOIRE DES ANTILLES FRANÇAISES

Ignorer son histoire pose assurément la question de l'existence ou non d'écrits historiques ainsi que de leur diffusion et des idéologies qui président à leur élaboration. Histoire locale, régionale ou universelle, histoire immédiate, sociale, économique, statistique, histoire de l'environnement, voire romans historiques..., dans ce foisonnement de formulations, comment l'histoire nous est-elle contée ou occultée et avons-nous affaire aujourd'hui à un renouvellement total des perspectives ou à une simple adaptation ?

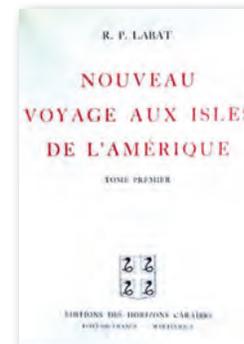
L'histoire des Antilles françaises a indéniablement ses « pères », terme que nous utilisons en nous référant à ceux qui furent parmi les premiers à laisser une trace écrite des débuts de la colonisation à nos jours. Comprendre l'approche de ces pères fondateurs de l'histoire de la Martinique et les types de documents qu'ils nous ont transmis nous permet de questionner les versions mythiques véhiculées jusqu'à aujourd'hui ainsi que les nouvelles approches de l'histoire, notamment dans sa dimension d'histoire orale, que nous choisissons de qualifier de « mère » de notre histoire avec ses facettes souvent oubliées.

\*\*\*

### I - Regard diachronique sur les historiens de la Martinique

#### \* Au XVII<sup>e</sup> siècle

Parmi les auteurs de mémoires et de lettres, connus à leur époque ou restés plus ou moins confidentiels, pour la Martinique et la Guadeloupe, dès 1640, soit cinq ans après les débuts de la colonisation française, le Père Bouton – que nous pouvons ranger parmi les chroniqueurs – publie sa *Relation de l'établissement des Français en l'Isle de la Martinique*. À compter de 1647, les P. P. Raymond Breton et Armand de la Paix rédigent et diffusent dans leur entourage une *Relation de l'Isle de la Guadeloupe*. Ils y décrivent notamment divers aspects de la colonisation et s'intéressent aux Amérindiens. Leurs travaux seront utilisés par le P. Du Tertre\* qui, dès 1654, publie une *Histoire générale des Isles de Saint-Christophe, Guadeloupe, Martinique et autres de l'Amérique*, laquelle devient en 1666-1667 : l'*Histoire générale des Antilles habitées par les Français*. Entre ces deux dates, en 1658, retenons la première édition de l'*Histoire naturelle et morale des Isles des Antilles de l'Amérique* de César de Rochefort.



#### \*Le Père Labat\* : référence incontournable

Après plus de trente ans d'une véritable explosion de publications, le mouvement s'essouffle. Commencé à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, pendant son séjour dans les Antilles, le *Voyage de l'Amérique* du P. Labat, plus connu sous le titre ultérieur de *Nouveau voyage aux Isles d'Amérique*, ne paraît

Couverture *Nouveaux voyages aux isles de l'Amérique* de R. P. Labat

qu'en 1722. Toutefois, certains indices prouvent que le manuscrit a circulé avant cette date. Quoi qu'il en soit, ce livre publié un demi-siècle après la seconde édition de Du Tertre devient vite l'ouvrage de référence par excellence.

#### \*Autres ouvrages du XVIII<sup>e</sup> siècle

Le reste du catalogue du XVIII<sup>e</sup> siècle peut se réduire à quelques titres qui méritent d'être cités, sans être vraiment des œuvres historiques. En 1763, un créole de la Martinique : Thibault de Chanvallon\*, propose une approche globale en publiant son *Voyage à la Martinique contenant diverses observations sur la physique, l'histoire naturelle, l'agriculture et les usages de cette isle, faites en 1751 et dans les années suivantes*. En 1667, utilisant les travaux de Jean Assier, Petit de Viéville fait paraître un *Code de la Martinique*. En 1771, Emilien Petit publie *Droit public ou gouvernement des colonies françaises*, puis un *Traité du gouvernement des esclaves* en 1777. Viennent ensuite les *Annales du Conseil souverain* de Pierre François Régis Dessalles, en 1786, qui a écrit aussi un *Historique des troubles survenus à la Martinique pendant la révolution (1789-1790)*, publié seulement en 1982<sup>8</sup>. Citons aussi, en 1813, le *Voyage aux Antilles [...] de la Martinique à Trinidad (1767-1773)* de Jean Baptiste Leblond et, en 1807, le *Code de la Martinique* de Durand-Molard. Le Martiniquais Moreau de Saint-Méry compile les *Loix<sup>9</sup> et Constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le Vent* dont le premier tome paraît en 1784, et publie, en 1796, sa *Description topographique, physique, civile, politique et historique de la partie française de l'isle de Saint-Domingue*.

#### \*Première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle

Alexandre Moreau de Jonnés\* commence à publier dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Les rédacteurs de dictionnaires le reconnaissent comme économiste et comme l'un des pères de la statistique. Ils retiennent qu'à partir de 1834 il dirige la *Statistique générale de la France*. Ils savent qu'en 1867, à 89 ans, il a aussi publié un *État économique et social de la France depuis Henri IV jusqu'à Louis XIV*. L'Antillais retient pour sa part qu'il a commencé par les Antilles où il a séjourné au temps de la République, puis comme aide de camp de Villaret Joyeuse\*, sous le Consulat et le Premier Empire, et qu'il s'y est marié. Les premières publications de Moreau de Jonnés concernent la santé. Il s'est intéressé aussi à l'histoire militaire. Son ouvrage *Histoire physique des Antilles françaises, savoir : la Martinique et les îles de la Guadeloupe [...] paraît en 1822*. Ses *Recherches statistiques sur l'esclavage colonial et les moyens de le supprimer* datent de 1842. *Aventures de guerre au temps de la République et du Consulat* sort en 1858. Entre-temps, en 1828, Joseph Morenas a publié les 420 pages de son *Précis historique de la traite des noirs et de l'esclavage colonial concernant l'origine de la traite, ses progrès, son état actuel et un exposé des horreurs produites par le despotisme des colons ; ouvrage dans lequel on prouve qu'on a exporté d'Afrique depuis 1814 jusqu'à présent plus de 700 000 esclaves, dont un grand nombre sous pavillon français, avec des portraits de MM. Bissette\*, Fabien et Volny*. Ajoutons que l'introduction de nombreuses statistiques dans une étude historique a été réalisée, dès 1822, dans la *Statistique de la Martinique* de Renouard de Sainte Croix, époux d'une Jaham du Haumont.

8 Ce texte a en effet été présenté en 1982 par Henri de Frémont dans une publication de la Société d'Histoire de la Martinique.

9 Orthographié ainsi à l'époque.

#### \*Seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle

Le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle voit littéralement exploser les publications historiques réalisées par des natifs des Antilles. En 1846, Sidney Daney\* publie son *Histoire de la Martinique des origines à 1815*. Adrien Dessalles, petit-fils de l'auteur des *Annales*, présente son *Histoire générale des Antilles* en 1847-1848. En 1850, le docteur Rufz tente de suivre la route tracée par Moreau de Jonnés\* et Renouard de Sainte Croix dans ses *Études historiques et statistiques sur la population de la Martinique*. De 1855 à 1860, A. Lacour fait paraître les quatre tomes de son *Histoire de la Guadeloupe*.

Lorsque, 117 ans après sa parution, la Société d'Histoire de la Martinique réédite Daney<sup>10</sup>, lorsque la Société d'Histoire de la Guadeloupe réédite Lacour<sup>11</sup>, 121 ans après son premier tome, les travaux de ces deux hommes sont encore incontournables car, peut-être en partie à cause de la pérennité de l'histoire événementielle qui donne un peu l'impression que tout a déjà été dit, la production d'histoire locale a subi une longue éclipse, même si nous pouvons citer quelques titres :

- En 1861 : *l'Abolition de l'esclavage* d'Auguste Cochin.

- En 1874 : *La Martinique depuis sa découverte jusqu'à nos jours* de Noël Pardon.

- En 1894 : *La Guadeloupe, renseignements sur l'histoire, la flore, la faune, la géologie, la minéralogie, l'agriculture, le commerce, l'industrie, la législation, l'administration* de Jules Ballet, énorme compilation de documents, émaillée de longues citations des premiers historiens devenus des sources.

En métropole, le désintérêt ou l'illusion que tout a été dit sur les îles est patent... Il y a certes quelques publications à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais on est loin d'un véritable regain d'intérêt : *Les origines de la Martinique. Le colonel François Colliart et la Martinique de son temps, colonisations, sièges, révoltes et combats de 1625 à 1720* de Guët et *L'esclavage aux Antilles françaises avant 1789* de Peytraud sont datés respectivement de 1893 et 1897. Citons encore G. Bruley : *Les Antilles pendant la Révolution française. D'après la correspondance de César Dominique Duny, consul de France à Curaçao, né à Tours le 22 juillet 1758*, Vannes, 1890 : 1<sup>re</sup> partie : Saint-Domingue ; 2<sup>ème</sup> partie : Petites Antilles.

#### \*Un regain d'intérêt avec l'exposition universelle de 1900

L'exposition universelle de 1900 est à l'origine d'un grand renouveau poétique centré sur l'environnement. L'événement a été soigneusement préparé. Le 3 novembre 1899, le gouverneur Gabrié fait le point à l'ouverture de la session ordinaire du conseil général. La problématique montre la volonté de faire connaître la Martinique sous tous ses aspects. Au lieu de 22 exposants en 1889, il y en aura cette fois-ci une centaine. On en profite pour tenter les premiers envois de fruits frais. Le kiosque de rhum au Trocadéro est un point fort ! Mais, ajoute le gouverneur, outre le volet économique – le seul qui intéressait les concepteurs... – : « l'administration a [...] entrepris divers travaux en vue de l'exposition [...] : une carte de la Martinique ; une œuvre documentaire

10 Sidney Daney\* de Marillac, *Histoire de la Martinique depuis la colonisation jusqu'en 1815*, Société d'Histoire de la Martinique, Fort-de-France, 1975, 6 volumes (Reproduction de l'édition de 1846).

11 Auguste Lacour, *Histoire de la Guadeloupe*, Basse-Terre, 1977, 4 volumes (Reproduction de l'édition de 1855-1860).

« La Martinique en 1900 » ; une notice économique ; un album de musique créole ; des albums de photographies et une plaquette de poésies et de nouvelles créoles, illustrées de photogravures ».

### \*De la poésie à l'histoire

Ce dernier projet est concrétisé sous le titre de *Fleurs des Antilles*, publié sous la direction de René Bonneville. Le recueil marque la naissance d'une poésie régionaliste qui contribue à la revalorisation du patrimoine antillais et à sa conservation à travers une problématique historique et environnementale, vite diffusée dans les écoles. Marc Larcher s'insère dans ce mouvement de renaissance avec la première édition de son énorme manuel : *À travers la Martinique* qui, en 1901, englobe, en 400 pages, de façon anecdotique et, à l'échelle de chaque commune : histoire, géographie, sciences naturelles et éducation civique, en un mot, la globalité de l'homme martiniquais dans son environnement. En somme, ce ne sont même pas des historiens amateurs qui ont relancé le goût de l'histoire locale, mais des poètes venus à l'histoire par le biais de l'environnement.

Un aspect de cette démarche, qui conduit de l'environnement au patrimoine, puis à l'histoire locale, est visible dans la création en 1909 de la *Société des arbres* par Théodore Baude\*. Son nom commence à s'imposer. Le premier musée naît en 1924. Il sera irremplaçable pendant un demi-siècle.

### \*Un intérêt soutenu dès les années vingt

En France, de 1913 à 1925, la *Revue d'histoire des colonies* – devenue *Revue française d'histoire d'outre-mer*, puis récemment, *Outremers, Revue d'histoire* –, ne cite que sept publications concernant nos îles, sans observer qu'en 1916, Jules Monnerot\* a fait paraître un *Bulletin pour servir à l'histoire de la Martinique*, sous le pseudonyme de René Arot ; qu'en 1921, Oruno Lara a publié les 340 pages de *La Guadeloupe dans l'histoire*, avec en sous-titre : *La Guadeloupe physique, économique, agricole, commerciale, financière, politique et sociale de la découverte à nos jours : 1492-1900*, et qu'en 1924, le P. Janin a consacré 240 pages à *La ville et la paroisse de Fort-de-France : trois siècles d'histoire d'une ville coloniale française, 1638-1824*.

En 1926, l'abbé J. Rennard apparaît avec un article intitulé : *Le P. Labat O. P. aux Antilles*. Et, pour chacune des années 1926 et 1927, la *Revue d'histoire des colonies* propose deux titres dont les *Éléments de bibliographie générale, méthodique et historique* de J. Gazin. Brusquement, de 1928 à 1932, la *Revue d'histoire des colonies* cite nos îles 34 fois. Ainsi, elle signale, en 1928, la sortie de l'*Histoire de la Guadeloupe sous l'Ancien Régime* de Maurice Satineau.

Cette « explosion » est à mettre en relation avec l'impulsion extérieure donnée par la préparation de l'exposition coloniale de 1931. Bien lancé, le mouvement s'accélère avec la commémoration, en 1935, du troisième centenaire de la prise de possession de la Guadeloupe par de l'Olive et Duplessis\*, et de la Martinique par D'Esnambuc\*. Depuis, il ne s'est pas arrêté.

### \*Plus spécifiquement sur la Martinique

Pour la Martinique, dans la ligne tracée par le P. Janin, l'abbé Rennard publie en 1927 : l'*Origine des paroisses et des quartiers de la Martinique*; en 1929 : *Les Caraïbes, la Guadeloupe : 1635-*

*1656 [...] d'après les relations du P. Breton*; en 1935 : *Tricentenaire : Guadeloupe, Martinique 1635-1935*. Pendant que l'abbé Janin prépare *La religion aux colonies françaises*, en 1935, le P. Delawarde publie *Les défricheurs et les petits colons de la Martinique au XVII<sup>e</sup> siècle*. 1936 voit paraître *l'Histoire de la Révolution à la Martinique* d'Henry Lémery, juriste et homme politique. 1942 est l'année de *l'Histoire de la religion aux colonies françaises sous l'Ancien régime* du P. Janin.

Les historiens de la métropole participent à cette valorisation de la Martinique : Louis Philippe May publie en 1930 une *Histoire économique de la Martinique, 1735-1763*. En 1935, C. A. Bambuck, qui gravite dans le milieu des Hautes études, publie son *Histoire politique, économique et sociale de la Martinique sous l'Ancien Régime (1635-1789)*, tandis que, dans un genre plus traditionnel, Martineau et May font sortir : *Trois siècles d'histoire antillaise. Martinique et Guadeloupe de 1635 à nos jours*.

Nous percevons aussi une orientation vers une meilleure appréciation de la traite : 1929 est l'année de la publication par le P. Pinchon\* de *La traite et l'esclavage des Congolais par les Européens*. 1931 celle de *L'ère des négriers 1714-1774* de Gaston-Martin et 1933 voit suivre : *Nègres et négriers* de La Roncière, auteur en 1931 d'un ouvrage général intitulé *Quatre siècles de colonisation française*.

Initiée par des amateurs : Jean de Reynal, à l'Anse Belleville dans la commune du Prêcheur ; Joseph de Meillac au Marigot et Fernand Clerc à Vivé, l'archéologie fait ses premiers pas. En 1935, Théodore Baude\* nous fait passer de l'exposition au premier embryon de musée amérindien. En 1937, le P. Delawarde marque une nouvelle étape dans un article intitulé : *Les gisements du Prêcheur et du Marigot*.

Nous aurions tort de passer sous silence les manuels scolaires. Petits ouvrages sans prétentions, ils n'en participent pas moins au renouveau de l'histoire locale. En 1929, l'abbé J. Rennard fait paraître à Annecy les 114 pages de son *Précis d'histoire de la Martinique*. En 1933, concurrence laïque oblige, Jules Lucrèce, publiée à Paris, une *Histoire de la Martinique* de 173 pages, destinée aux Cours supérieurs et Cours élémentaires. Ces deux auteurs ont le mérite d'oser s'ingérer dans l'histoire immédiate, jusqu'en 1927 pour le premier, et, jusqu'en 1925 pour le second.

## II - Les périodes privilégiées

Il ressort de ces différents textes de « pères fondateurs » de l'histoire de la Martinique un choix de la périodisation qui met en exergue les époques suivantes :

- L'arrivée de Christophe Colomb en **1492** et, surtout, un intérêt pour l'année **1635**, année du début de la colonisation de la Martinique.
- Est favorisée la substitution de D'Esnambuc\* et de Du Parquet\* à Louis XIII et Richelieu.
- Date clef pour l'Europe – en dépit de Sidney Daney\* qui termine son ouvrage avec la fin des guerres du Premier Empire – 1815 pâlit face à **1802**, car ce qui intéresse aux Antilles c'est le rétablissement ou le maintien, selon les colonies, de l'esclavage et de l'inégalité.

- 1830 est un peu oubliée. En effet, de 1815 à 1830, la Restauration et la Monarchie de juillet sont occultées car les historiens ont eu tendance à partir de la rupture de 1848. Cette lacune est néanmoins partiellement comblée par les manuels de l'abbé Rennard et de Lucrèce.

- **1848** symbolise la montée des nationalismes en Europe. Aux Antilles, les « Grâce à Schoelcher » et « Grâce à la République » prédominent ainsi que l'intérêt pour le social, problématiques nouvelles qui symbolisent ici émancipation et citoyenneté générale.

- Et quelle que soit l'option politique de l'historien ou du lecteur antillais, le « Second XX<sup>e</sup> siècle » ne commence pas après la fin de la Seconde guerre mondiale en 1945, la rupture intervient en **1946**, date de la départementalisation.

### III - Termes historiques et connotations

#### \* Préhistoire

Cette notion privilégie la rupture, au détriment de la continuité et de la coexistence. En 1937, le P. Delawarde situait les gisements archéologiques du Prêcheur et du Marigot dans la « préhistoire martiniquaise ». Mais, dans notre environnement antillais, histoire – apportée par les Européens avec l'écrit – et préhistoire se chevauchent. Au-delà des situations conflictuelles, évoquer l'Europe, l'Amérique et l'Afrique conduit, même confusément, à la notion de contacts de civilisations. Nos auteurs écrivent plutôt « précolombien » ou « archéologie », en prenant d'abord ces termes dans un sens restreint. Dès le début des années cinquante, à La Pagerie, de façon pragmatique, sans publications, Rose-Rosette devient un pionnier de l'archéologie de la plantation en tenant compte des bâtiments d'exploitation et des traces laissées aussi bien par les esclaves que les maîtres. En 1970, dans une monographie consacrée au Fonds Saint-Jacques, Jacques Petitjean Roget\* apporte une véritable démarche scientifique à l'étude du système de la plantation.

#### \* Chroniqueur

La théorisation de la notion d'histoire proche ou immédiate est de nature à nous faire réfléchir sur le qualificatif assez méprisant de « chroniqueurs ». Le chroniqueur fait en quelque sorte des reportages, comme les auteurs de lettres. Néanmoins, à notre avis, c'est à juste titre que Rochefort\* et Du Tertre\* s'estimaient déjà historiens. César de Rochefort est un ministre protestant venu aux îles vers 1640. Celui-ci affirme en 1665 qu'il est revenu de son dernier voyage depuis 17 ans, ce qui nous reporte vers 1648. Du Tertre a, lui aussi, séjourné aux îles. Ses renseignements viennent de documents originaux, souvent publiés *in extenso*, de contemporains comme Poincy\* à Saint-Christophe ou Aubert à la Guadeloupe. Il a travaillé aussi « sur les fidèles et curieux mémoires » fournis par des témoins oculaires dignes de foi et a eu accès aux travaux du P. Breton.

C'est encore ce que fait Lacour. Sans les traditions orales recueillies, la mulâtresse Solitude qu'il cite sans évoquer ses sources ne serait pas statufiée de nos jours. Lacour a aussi publié de larges extraits de la proclamation du capitaine général Richepance\* du 17 juillet 1802, qui rétablit l'esclavage à la Guadeloupe à mots couverts. Ce texte, absent des archives françaises, pourrait être quelque part dans des archives anglaises. Le texte complet est connu grâce à

Ledentu : « Précis des événements qui se sont passés à la Guadeloupe pendant la liberté des Noirs de 1794 à 1803 », publié dans la *Revue coloniale*, (tome II, avril 1844).

Par ailleurs, avec Petit de Viéville, Petit, Dessalles, Moreau de Saint-Méry dans ses *Loix et constitutions*, la compilation juridique prévaut. L'esclave est seulement vu sous l'angle juridique.

#### \* Polémique ou histoire immédiate ?

Même s'il s'agit plutôt d'une compilation de documents, l'histoire immédiate reparaît dans *l'Histoire des troubles de la Révolution à la Martinique*, de 1789 à 1790, de François Régis Dessalles, publiée seulement en 1982, et largement dans la *Description [...] de Saint-Domingue* de Moreau de Saint-Méry. En 1831, Pierre Clément de Laussat\*, préfet colonial à la Martinique de 1804 à 1809, publie à Pau trois volumes : *Mémoires sur ma vie [...] pendant les années 1803 et suivantes. Louisiane, Martinique, Guyane*. En 1861, Cochin évoque des faits de 1859 dans son *Abolition de l'esclavage [...]*. La catastrophe de 1902 renforce le mouvement né en 1900 en suscitant une sorte de devoir de mémoire, un grand besoin d'écrire que la guerre renouvelle. Larcher introduit ces deux événements dans la réédition de son ouvrage. En 1928, l'abbé Rennard évoque des faits de l'année 1927. En 1930, Lucrèce s'arrête en 1925. En 1880-1883, Souquet-Basiège\* fait paraître *Le Préjugé de race* : Polémique ou histoire immédiate ? La même question peut être posée à l'égard des *Colonies françaises [...] de Schoelcher\**, publiées en 1842.

#### \* Chronique romancée

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, sans être absent, le souffle historique fait une large place à ce que nous pourrions appeler la chronique romancée. Ainsi, le P. Labat\* est devenu une véritable source, mais chaque fois qu'il cite un événement, nous devons nous méfier, parce que pour animer le récit, il se met en scène et n'hésite pas, comme dans l'affaire Gressier, concernant un mariage de protestants à la Guadeloupe, à jongler avec les décennies...

### IV - Cadre spatial - Approche globale versus approche particulière : quelle échelle retenir ?

#### \* Histoire des Antilles ou histoire de l'île de la Martinique

Pour le cadre spatial, très vite, deux problématiques s'affrontent : histoire des Antilles – et de la Guyane – ou histoire de chaque entité, conçue non comme une étude de cas qui facilite l'approche d'un problème, mais comme une échelle incontournable, qui établit ses relations avec la métropole ou le monde, en occultant l'histoire régionale. Chaque nation écrivant son histoire, au-delà d'une histoire française, nous retenons déjà l'hésitation entre une histoire particulière de chaque île et une approche plus globale.

En 1654, le P. Du Tertre\* intitule son ouvrage : *Histoire générale des îles de Saint-Christophe, Guadeloupe, Martinique et autres de l'Amérique*. En 1666-1667, il choisit de l'appeler : *Histoire générale des Antilles habitées par les Français*, solution plus conforme au choix national, mais occultant les quelques passages concernant la Terre ferme, c'est-à-dire le continent. Entre ces deux dates : *l'Histoire naturelle et morale des îles des Antilles de l'Amérique* de Rochefort dépasse le cadre national. Plus tard, Labat en fait de même.

### \*Repli sur soi ?

La grande floraison du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle marque en même temps un mouvement de repli sur soi que seul Adrien Dessalles tente d'éviter. Martiniquais eux aussi, Daney\* et Rufz ne s'occupent que de la Martinique. Guadeloupéen, Lacour ne veut connaître que la Guadeloupe. De l'extérieur, Cochin embrasse l'ensemble caribéen. À la fin du siècle, Peytraud a le mérite de s'intéresser aussi bien aux Petites Antilles qu'aux Grandes ou à ce qui concerne son sujet en France. Surtout, même s'il demeure très largement sur un plan juridique, son analyse est recentrée sur l'esclave. Mais il est peu connu, alors que Guët et ses anecdotes ont la faveur du public.

Après Larcher qui s'intéresse aux communes, nous abordons l'échelle très appréciée aujourd'hui de la ville de Fort-de-France avec l'abbé Janin en 1924, puis, en 1927, l'étude de l'histoire religieuse des paroisses avec l'abbé Rennard. Le 1<sup>er</sup> tome de *La religion aux colonies françaises* [...] du P. Janin sort en 1942. Après être descendu à l'échelle d'une ville, il élargit ses horizons en englobant l'ensemble des vieilles colonies françaises.

Pour le reste, en 1926, les *Éléments de biographie générale, méthodique et historique* de Gazin – qui utilise, sans le rappeler, un travail de l'abbé Fournier et suit les traces de Dampierre, auteur en 1904 d'un *Essai sur les sources de l'histoire des Antilles françaises*, soit deux ans après l'éruption de 1902 – marquent un besoin de réflexion et de recensement.

## V - Modernité et contenus

### \*Récurrence d'un intérêt pour l'histoire naturelle

En 1978, Jacques Petitjean Roget\* consacre plus de 150 pages de sa thèse à la découverte de l'environnement, terme englobant les modifications du milieu. Mis à part le vocabulaire, les problématiques et le découpage du temps, nous pouvons trouver un certain air de parenté avec les premiers ouvrages d'histoire et la tradition qui a suivi. Le second tome du P. Du Tertre\* était déjà consacré à l'histoire naturelle. Les 400 pages de Marc Larcher concernent aussi bien l'histoire proprement dite que la géographie, l'éducation civique et les sciences naturelles. Tout en restant dans le cadre événementiel, c'est aussi la piste que suit Oruno Lara\* en 1921.

### \*Présence d'une histoire sociale

L'histoire sociale n'était pas absente des préoccupations des premiers historiens. Elle fait bon ménage avec l'économie et la statistique sous la plume de Moreau de Jonnés\* qui, de surcroît, commence ses études économiques et sociales par des problèmes concernant les gens de couleur. Son *Histoire physique des Antilles françaises savoir : la Martinique et les îles de la Guadeloupe* [...] est parue en 1822, mais le travail a commencé bien avant, car les premiers chiffres du manuscrit du *Tableau physique, historique et statistique de l'Isle de la Martinique* font référence à l'année 1806. Dans le manuscrit de ses *Recherches historiques et statistiques sur l'existence morale et politique des affranchis ou gens de couleur libres de la Martinique et de la Guadeloupe, ainsi que sur l'accroissement de leur nombre et de l'influence menaçante qu'ils ont actuellement dans la destinée de ces colonies*, les faits ne vont pas au-delà de 1815.

En 1929, dans *Les Caraïbes, la Guadeloupe : 1635-1656* [...] d'après les relations du P. Breton, l'abbé Rennard s'oriente vers l'histoire sociale et plaide en faveur d'une double direction : l'étude des Amérindiens – qui exigera vite une adaptation du questionnement et des méthodes – et le retour aux sources. En 1935, son *Tricentenaire : Guadeloupe, Martinique 1635-1935* innove en proposant principalement des documents. Le P. Delawarde commence à se faire connaître en 1935 avec *Les défricheurs et les petits colons de la Martinique au XVII<sup>e</sup> siècle* et des travaux sur les campagnes. Son nom est aussi associé à la naissance des études préhistoriques fondées sur des fouilles. En 1937, il publie *Les gisements du Prêcheur et du Marigot*.

### \*Remise en cause du « modèle » de référence de Sidney Daney\*

Ainsi, tout en considérant à la fois l'ouvrage de Sidney Daney : *Histoire de la Martinique depuis la colonisation jusqu'en 1815*, comme un monument indestructible et en pensant qu'il suffit de compléter notre histoire au fil des ans, nos auteurs locaux commencent à remettre en question ce « modèle ». Dans une série d'articles publiés en 1935 dans le journal *La Paix*, René Cottrell fait entrevoir, en partant des documents qu'il collectionne, la nécessité d'une relecture et d'une réécriture, en révélant que Daney n'a pas connu certaines sources. En 1936, sans polémique, la remise en cause est encore plus nette dans *l'Histoire de la Révolution à la Martinique* d'Henri Lémy, juriste et homme politique.

### \* Un mouvement d'appropriation – et de réappropriation – de l'histoire des Antilles

Thibault de Chanvallon\* et P. F. R. Dessalles, Adrien Dessalles, Daney\*, Rufz, Lacour, Bonneville, Thaly\*, Baude\*, Larcher, Lara\*, Lucrèce, Lémy... sont des Créoles. De ce seul fait, nous assistons à un mouvement d'appropriation de l'histoire des Antilles. La réappropriation désigne aujourd'hui plutôt une histoire centrée sur les masses de couleur et des problématiques adaptées par des gens de couleur. Le thème est à la mode et on pourrait croire qu'il vient de naître. Le Martiniquais désirerait une histoire qui ne soit pas seulement celle des colonisateurs blancs, mais une histoire recentrée sur les Antilles et les Antillais et même la Caraïbe et les Caribéens, que nous retrouvons désormais dans les colloques et publications de la Société des Historiens de la Caraïbe.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'histoire est plutôt vue de l'extérieur : histoire maritime et coloniale, histoire de la mise en valeur de territoires coloniaux dans leur globalité, avec un intérêt porté surtout à la population blanche. C'est la perspective eurogéocentrique, tempérée dans une certaine mesure par quelques études sur la traite. Sous l'influence des Nord-américains, le concept dominant est celui du modelage par la plantation. Il faudra attendre la thèse de Jacques Petitjean Roget\* pour trouver la notion de société d'habitation\*, mieux adaptée au contexte martiniquais (et guadeloupéen). Sachons néanmoins que si la caractérisation d'une situation historique par un terme particulier souligne son unicité, elle aggrave les difficultés lorsque l'on veut retrouver une approche spatiale plus large.

Dans le premier numéro des *Annales des Antilles*, après avoir déploré son angoisse « devant une lacune déplorable », le désir de rééditer les meilleures œuvres et de « rassembler des matériaux épars », le président de la Société d'Histoire de la Martinique, René Cottrell, affirmait la volonté de la Société d'Histoire de compléter notre histoire en montrant que si la métropole a influencé

notre destin, le passé de la Martinique et des Antilles a eu aussi une action sur le destin européen, ce qui nous ramène au thème de la réappropriation marquée par des interrelations valorisantes.

Déjà, en 1916, sous le pseudonyme de René Arot, Monnerot\*, futur collaborateur en 1932 du manifeste communiste intitulé : *Légitime défense*, publie cette même année un *Bulletin mensuel pour servir à l'histoire de la Martinique*. Émile Hayot\* aimait à rappeler que son goût pour l'histoire locale lui était en partie venu lors de l'écoute d'une conférence de Monnerot. En 1922, dans *La Guadeloupe dans l'histoire*, Oruno Lara\*, jusque-là polémiste et poète, envisage bien l'histoire comme une réappropriation : « Il appartenait à l'un d'entre nous d'écrire l'histoire des siens. Écrire une histoire de la Guadeloupe, c'était écrire l'histoire d'une fraction de cette humanité noire violemment transportée d'Afrique [...] Partout dans la civilisation de Nouveau Monde, on trouve l'homme noir à côté de l'homme blanc. Et c'est l'homme noir qui remue la terre et les pierres ». Lara s'intéresse aussi à Haïti, à l'Afrique et à la prise du pouvoir par les Noirs.

En 1936, Lémery, qui est un homme de droite très pondéré, exprime au fond la même préoccupation dans l'introduction de son *Histoire de la Révolution à la Martinique* : « [...] ces florissantes exploitations [...] n'avaient été possibles que par le moyen d'une main-d'œuvre importée et utilisée par les deux procédés barbares de la traite et de l'esclavage [...] institutions d'État, verrues énormes d'une société qui s'estimait civilisée [...] Aussi aveuglément méprisés qu'ils fussent alors, les hommes de couleur étaient là [...] supérieurs par les connaissances qu'ils avaient su acquérir, aux petits blancs qui régentaient Saint-Pierre [...] miliciens pour la plupart [...] ils constituaient désormais une classe importante avec laquelle il fallait bien compter [...] la « Couleur » était déjà l'élément prépondérant [...] Elle ne l'apprendra elle-même qu'en l'apprenant au monde [...] à Saint-Domingue, Toussaint Louverture et ses congénères extermineront les Européens sans recours ; – Victor Hugues ne reconquerra la Guadeloupe que grâce à l'aide des noirs ; – [...] Sans doute, sous le Consulat, la « Couleur » devra-t-elle reprendre le joug, sans doute faudra-t-il deux autres révolutions pour qu'elle accède définitivement à cette liberté à peine entrevue [...] ».

Soucieux de revaloriser le rôle des gens de couleur libres et des esclaves, très chatouilleux sur la question de couleur, Lémery ne les appelle pas « Africains et descendants d'Africains », comme Daney\* ou Souquet-Basiège\*, car ces termes sont alors jugés injurieux. Il préfère parler des « hommes de couleur » et des « noirs ». Il narre la Révolution à Saint-Pierre, en septembre, avec l'arrivée de la cocarde, et évoque déjà, mais sans en voir toute l'importance, l'action des esclaves en août. Cet épisode tient déjà à lui seul presque autant de place que celle accordée par Daney aux gens de couleur libres et esclaves dans les 33 premières pages du second tome de son ouvrage. Lémery souligne le rôle actif des esclaves, alors que la moitié des lignes concédées à l'esclavage par Daney est consacrée à un règlement sur l'affranchissement. Pour le rétablissement de l'esclavage, Daney se contente de 9 lignes à la page 262, sans commenter l'événement. À la loi du 20 mai 1802, Lémery ajoute la vision donnée par Villaret Joyeuse\* de la « sottise des noirs » qui crient « Vive la République ! » pendant que l'on affiche une proclamation qui les maintient dans l'esclavage. Le thème de la dignité apparaît lorsqu'il propose son interprétation personnelle : « Cette réflexion [...] est bien injuste. Elle attribue aux noirs une inconscience et une incompréhension de leurs véritables intérêts [...] ».

### \*Entre désir d'assimilation et mise en avant d'une originalité antillaise

Lémery, qui a travaillé principalement sur des archives à Paris, écrivait en 1936 pour le lecteur avisé. En 1930 (publication en 1933), Jules Lucrèce, ancien instituteur qui s'inspire largement de Daney\* jusqu'en 1815, écrit à la Martinique pour des élèves du Cours complémentaire. À la page 156, il exprime une véritable profession de foi : « Par son passé historique qui, depuis trois siècles, se confond avec celui de la France, par les épreuves subies en commun, mais surtout par sa volonté et son cœur, elle [la Martinique] aspire, par une assimilation complète, à faire partie intégrante de la grande et généreuse nation française ». Et dans la préface de l'ouvrage, Louis Achille\* note « qu'un souffle patriotique anime l'objectivité du récit ». À l'heure actuelle, certains n'y verrait-il pas un reniement de soi ?

Lucrèce est hanté par la question de couleur et l'esclavage. Seule la 15<sup>e</sup> leçon ne contient pas ces termes ou au moins une image qui s'y rapporte. Il connaît mal le rétablissement de l'esclavage qu'il fait intervenir par un « décret le 1<sup>er</sup> juin 1802 » au lieu de la loi du 20 mai 1802, réagit contre le rôle prêté à Joséphine, mais suit l'amalgame fait entre le « je suis blanc » de Bonaparte et la loi du 20 mai. Au-delà de ces petites réserves, il est important de noter que, sans complexe, en dépit de sa problématique assimilationniste, tous les hommes de couleur des Antilles qui ont joué un rôle important sont magnifiés comme, pour 1802 : les Martiniquais Pélage\* et Delgrès, mais aussi Toussaint Louverture\* « le héros de l'indépendance haïtienne ».

Le manuel de l'abbé Rennard, publié en 1929, n'a pas de souci assimilationniste. Reste la question des gens de couleur libres et esclaves. Sur 17 leçons, même s'il n'est rien dit du « rétablissement » de l'esclavage en 1802, l'abbé Rennard, en 1928, intitule ses chapitres : Révolte des esclaves ; affaire Bissette\* ; Louis-Philippe. La Liberté et Vie économique-Liberté et travail. Un autre chapitre est consacré à l'insurrection du sud en 1870.

Sociétés de secours mutuel, loges et anciennes élèves du Pensionnat colonial multiplient les conférences républicaines. Les officiers de réserve organisent également des sorties. La presse n'est pas indifférente et l'éducation historique des masses, fondée sur la liberté et l'égalité apportées par la République en 1848 et revivifiées en 1870, nourrit les conférences électorales, les discours du 14 juillet et notamment la fête de Schoelcher\*.

En 1935, le Tricentenaire a été un grand moment pour l'expression du patriotisme français. Pourtant, dans la *Revue* des anciennes élèves du Pensionnat colonial, jouée en présence des officiels et journalistes de la « Croisade aux Antilles » – surnom donné à la tournée officielle organisée à cette occasion –, aux côtés de D'Esnambuc\*, du colon, du P. Labat\*, de Joséphine, Schoelcher\* et de l'inévitable doudou... ces dames assimilationnistes mettent en scène le quimboiseur\* caraïbe, l'esclave Béhanzin\* « déchu, humilié » et son fils Ouani, sans oublier la langue créole.

On n'échappe pas au stéréotype de l'Amérindien qui évoque Madiana, l'île aux fleurs... Avant l'arrivée de Colomb : « Les Caraïbes vivaient heureux, libres » et l'arrivée de D'Esnambuc est saluée par une strophe des *Conquérants* de José-Maria de Hérédia :

« Comme un vol de gerfauts hors du charnier natal...

Fatigués de porter leurs misères hautaines,

De Palos, de Mogher, routiers et capitaines,

Partaient, ivres d'un rêve héroïque et brutal [...] ».

L'Amérindien interrompt alors le récitant pour insister sur la brutalité des conquérants, le massacre de femmes et de filles ; « pour que tu sois moins sauvage » lui répond une commère... Viennent ensuite les 12 strophes de *La mort des Caraïbes* de Daniel Thaly\* :

« Et leurs fils étaient morts ; leurs fils jeunes et beaux !

Le meurtre rougissait les sables et les pierres,

Et des femmes hurlaient leurs lugubres prières

Près des rochers sanglants et des corps sans tombeaux [...]

Quand la lune au matin, atteignit l'horizon,

Dans un morne déclin où pâlassait sa face,

Les quarante vieux chefs se voilèrent la face,

Puis, se crevant les yeux, burent d'un clair poison.

Tous alors, se jetant du haut des promontoires,

Tombèrent dans l'abîme où sommeillait les eaux [...] ».

Dans le tableau suivant, après s'être abrité derrière La Roncière\* pour proclamer : « le viol, le meurtre, le pillage marquèrent les pas des premiers aventuriers », on cite le poète hindou Rabindranath Tagore « O civilisation, orgueil européen, charnier d'innocence, tu bâtis ton royaume sur des cadavres [...] ! ».

Notons que Joséphine tient autant de place que l'esclave et que Schoelcher\* est largement présent. Les cinq strophes de l'ode, écrite pour célébrer son souvenir, vers 1915, par Robert Attuly, sont suivies de la chanson qui en a été tirée : « La montagne est verte ».

« 1) [...] La Montagne est verte ! Et nous sommes désormais

Des hommes, des cerveaux, des cœurs libres de chaînes.

Fiévreux d'avoir gémi trop longtemps comprimés,

Nous allons frémissant aux ivresses prochaines !

Ô Schoelcher, la montagne est verte ! L'aube dore

Et féconde les champs où mon dos se courba [...] ».

2) La Montagne est verte, Schoelcheristes, la Montagne est verte (ter)

Schoelcher doit briller comme une étoile à l'Orient (bis)

Avec sa plume dorée, il nous a tracé le chemin,

Avec sa plume dorée, il nous a tracé le bonheur.

Schoelcher doit briller comme une étoile à l'Orient ! ».

Aujourd'hui, certains trouveront que peu d'éléments proprement martiniquais étaient alors soulignés, mais rappelons que pour comprendre l'évolution du rapport à l'histoire dans notre région, il importe de comparer avec ce qui a précédé et non avec ce qui a suivi... N'oublions pas qu'en 1935, offusqués par l'anticolonialisme de ces assimilationnistes, certains spectateurs auraient quitté la salle... Un sentiment profond d'appartenance à la communauté française coexiste en effet à cette période de notre histoire avec un désir, tout aussi vif, de mise en valeur de l'originalité martiniquaise. Régionalisme et assimilation font encore bon ménage.

Néanmoins, liés au succès de la culture marxiste, mais n'ayant encore que peu d'échos, des signes de rupture apparaissent dans *Légitime défense* dès 1932 où l'on peut lire la déclaration suivante : « Issus de la bourgeoisie de couleur française, qui est une des choses les plus tristes du monde [...] nous crachons sur tout ce qu'ils aiment ». La négritude pointe lorsque l'*Étudiant martiniquais* devient l'*Étudiant noir* en 1935. Le *Cahier d'un retour au pays natal* de Césaire\* est publié en 1939. Point n'est besoin de rappeler l'importance de la revendication de la négritude tant en littérature que d'un point de vue socio-politique.

## VI - L'histoire en question ou l'histoire, une question de choix

### \*Les occultations de l'histoire événementielle

De nos jours, deux revendications prédominent : la réappropriation de l'histoire et l'enseignement de cette histoire à tous les niveaux de l'enseignement. Il s'agit donc de lutter contre les occultations. Parmi celles-ci, on retiendra l'occultation, partielle et intermittente, des masses de couleur... En se replaçant dans le contexte de l'époque de la conception d'une histoire événementielle qui est en premier lieu celle des rois et des généraux, on comprend mieux certaines raisons de cet état de fait. En 1876, Gabriel Monod, directeur d'études à l'École pratique des hautes études, fixe des règles essentielles du travail historique encore valables aujourd'hui : critique externe et interne des documents, croisement des sources, etc. Restée essentiellement politique et institutionnelle, l'histoire privilégie des batailles, règnes, traités, replacés au moyen d'un récit dans leur déroulement chronologique. En 1900, Henri Berr fonde la *Revue de synthèse historique* avec la prétention de développer des contacts avec les nouvelles disciplines : géographie, sociologie et économie. À compter de 1929, l'école dite des *Annales*, ajoute une valorisation de l'économique et du social au détriment du politique. Au récit chronologique est substituée la réponse aux questions posées par l'historien. La notion de durée l'emporte alors sur celle de date.

Dans nos îles, jusqu'à la thèse de Jacques Petitjean Roget\* intitulée *La Société d'habitation à la Martinique, un demi-siècle de formation 1635-1685*, publiée en 1980, l'approche de la temporalité reste traditionnelle. Comment pouvait-il en être autrement puisque, de ce point de vue, pour l'Éducation nationale, l'année de la grande rupture est 1977 avec une réforme qui a généralisé le passage de l'histoire événementielle à l'histoire problème.

Marc Larcher, l'abbé Rennard, dans son *Précis d'histoire [...]*, ou encore Lucrèce, écrivaient pour l'enseignement primaire. Pas étonnant, l'histoire locale, même enseignée dans certaines universités a, comme l'archéologie, longtemps fait figure de parente pauvre, réservée aux non-spécialistes, en particulier des prêtres et des instituteurs, et a mis du temps à être perçue comme une étape importante de l'étude des sociétés humaines.

#### \*Quelle histoire retenir ?

Quelle histoire retenir donc ? Une histoire universelle, nationale, régionale, locale ? Cette question a une grande importance affective et par là même socio-politique, mais en soi, l'histoire locale n'existe pas... En effet, il importe de se demander où l'on doit s'arrêter pour narrer cette histoire dite locale... On peut écrire une histoire de la Martinique : l'histoire d'une île, mais peut-on risquer d'oublier les liens avec le reste de la Caraïbe et du monde ? Aurait-on encore ce faisant une démarche historique ? Et pourtant, l'histoire de la Martinique, c'est aussi l'histoire d'une commune comme nous nous efforcerons de le montrer dans cet ouvrage, d'un quartier, d'une habitation, d'une rue, d'un groupe humain restreint et même d'un homme. Ce n'est donc pas uniquement une question d'échelle, mais bien plutôt d'orientation. Participer à la reconnaissance de l'histoire de la Martinique est alors plutôt affaire de choix de décentrement vis-à-vis d'une approche jusqu'ici euro-centrée, pour regarder autrement et en valorisant ce qui était jusqu'ici perçu à la périphérie, mais espérons-le, sans que le local ne soit réduit à un simple localisme ou nombrilisme...

Indéniablement, ignorer son histoire ne signifie pas qu'il y ait absence d'histoire – écrite ou de tradition orale – ni absence d'un enseignement de l'histoire et encore moins révélation brutale et relativement récente d'un besoin de mise en valeur pour combattre un sentiment d'insatisfaction et valoriser des aspects originaux. Les poètes, nous l'avons rappelé, ont précédé et accompagné les historiens. L'enseignement de l'histoire conçu comme un récit à mémoriser a été tout autant le fait de l'enseignant de français. De nos jours, on n'apprend plus guère de poésies, surtout doudouistes\*... , mais l'éducation physique concurrence l'historien sur le registre du patrimoine culturel en faisant par exemple danser la calenda\*. Parallèlement, l'historien n'enseigne plus un simple récit. Désormais la part belle est faite à la méthodologie, ce qui fait de l'histoire une discipline de formation où le raisonnement compte autant que les faits et, en tous les cas, plus que les dates.

Il n'empêche que la construction de récits mythiques, avec parfois pour seul soubassement des racontars, continue comme lorsqu'après la seconde guerre mondiale, les abbés Janin et Rennard popularisent la légende de Mgr Leherpeur qui aurait chassé le curé du Mouillage de son presbytère pour s'y installer, donnant ainsi une image très négative de cet évêque. Nous pouvons déplorer que les mythes, provenant d'interprétations volontaires ou inconscientes, soient mieux connus que les faits, mais de nos jours, le fait historique n'est plus ce qu'il a été... Question de

choix donc. Et ainsi, les images mentales et les mythes sont devenus pour certains des objets d'études qui font partie de notre patrimoine historique.

Nous pourrions toutefois être étonnés qu'en dépit de l'apparent engouement actuel pour l'histoire de la Martinique, beaucoup de travaux restent bien peu connus, même des historiens. Le Martiniquais ne connaît pas son histoire... et d'ailleurs cherche-t-il toujours à dépasser les récits mythiques qui l'accompagnent ?... d'autant que du fait des horizons infinis ouverts par la problématisation et l'extension du champ historique, la tâche paraît plus ardue encore...

Retenons en tous les cas que, dès 1986, Jacques Adélaïde-Merlande a dirigé une publication intitulée : *Histoire des communes Antilles-Guyane*<sup>12</sup>. En 2002 sont publiées les 550 pages de l'ouvrage intitulé *Construire l'histoire antillaise*<sup>13</sup>, sous la direction de Lucien Abenon, Danielle Bégot et Jean-Pierre Sainton avec la participation de 29 auteurs ; puis, en 2004, Jean-Pierre Sainton dirige la publication des 414 pages de l'ouvrage : *Histoire et civilisation de la Caraïbe : Guadeloupe, Martinique, Petites Antilles*<sup>14</sup> dont le Tome I est intitulé « Le temps des genèses des origines à 1685 ».

Alors, ensemble, sans prétendre être exhaustifs, mais sûrs de la richesse de notre patrimoine, découvrons pour le moins une part de cette Histoire de la Martinique à partir des « petites » histoires – au-delà des mythes... – de ses communes, point d'ancrage d'une ouverture plus aisée à notre Histoire, car espaces de proximité où notre identité s'est forgée !



Nègres pêcheurs. Lacauchie - n° d'inv. 88-25-13, coll. MHE-CTM

12 Jacques Adélaïde-Merlande, *Histoire des communes Antilles-Guyane*, Pointe-à-Pitre, Pressplay, 1986, 6 volumes.

13 Lucien Abenon, Danielle Bégot et Jean-Pierre Sainton, *Construire l'histoire antillaise*, Paris, Ed. du CTHS (Comité des Travaux Historiques et scientifiques), 2002.

14 Jean-Pierre Sainton (dir.), *Histoire et civilisation de la Caraïbe : Guadeloupe, Martinique, Petites Antilles*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2004.